

[Français]

L'hon. M. Pelletier: Ni l'un ni l'autre, monsieur le président. Au moment où j'ai mentionné que j'avais demandé un rapport sur tous les changements qui se produisaient au sein de l'Office national du film, je n'avais pas encore reçu la suggestion du Commissaire de nommer une personne indépendante pour étudier le bien-fondé des décisions administratives que l'Office avait dû prendre ces derniers jours. Le député d'Annapolis-Valley doit donc considérer que la nomination de cette personne indépendante, qui sera faite aujourd'hui même, ne remplacera pas l'étude de toutes les autres questions administratives, dont la distribution des films.

Je voudrais seulement signaler, avant de reprendre mon siège, que le ministre évite, autant que possible, de s'ingérer dans les décisions de caractère administratif prises à l'Office.

LES REDEVANCES EXIGÉES POUR CERTAINS FILMS

[Traduction]

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): J'aurais une question supplémentaire à poser, monsieur l'Orateur. Comme les distributeurs et bibliothèques de films en Colombie-Britannique ont déjà été avisés qu'ils devront commencer à compter du 1^{er} janvier, à payer les frais de location pour les films autrefois offerts à titre gratuit, le ministre songerait-il à suspendre cette surtaxe jusqu'à ce qu'il ait étudié toute la question de nouveau? Si le ministre n'intervient pas, les frais de location seront imposés avant qu'il n'ait eu le temps de terminer l'étude en question.

L'hon. M. Stanfield: C'est une question de logique.

[Français]

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que ce soit là une question qui exige des mois d'étude, car la proposition est très simple. L'Office, qui, comme beaucoup d'autres organismes gouvernementaux, a subi le gel de son budget, essaie de récupérer le plus possible du coût des services qu'il rend. Les frais de location qu'on veut maintenant exiger pour le prêt des films font partie de cette politique. J'ai accepté, à la suggestion de la Chambre, d'en discuter avec le Commissaire, et les discussions sont déjà commencées. Elles ne devraient pas durer très longtemps, et si un geste était à poser, il resterait assez de temps pour le faire avant le 1^{er} juillet, mais je me garderai bien de promettre qu'un tel geste sera fait.

[M. Nowlan.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

BIAFRA—L'INITIATIVE DE L'ONU POUR METTRE FIN AU CONFLIT

[Traduction]

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Des savants norvégiens ont découvert que les deux ans et demi de guerre au Biafra ont provoqué la mort de 40 p. 100 des enfants biafrais de deux à quatre ans. A ce propos, le gouvernement canadien tentera-t-il de convaincre les Nations Unies de la nécessité d'intervenir en vue de mettre fin à la guerre ainsi qu'à l'extermination massive des enfants sans défense?

M. Fairweather: C'est une affaire intérieure. Il n'y a rien à faire.

L'hon. Mitchel Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): J'ai souvent déclaré que, selon l'avis que nous avons reçu du secrétaire général, soulever le problème aux Nations Unies ne contribuerait pas à terminer la guerre; cela ne ferait qu'envenimer la situation.

M. Fairweather: Joyeux Noël!

Mme MacInnis: Le ministre peut-il nous dire où en est l'autre démarche concernant l'Éthiopie?

L'hon. M. Sharp: Elle ne promet guère, malheureusement, et je suis sûr que tout le monde le regrette. Si j'ai bien compris la situation, la délégation biafraise s'est maintenant retirée.

BIAFRA—LA DEMANDE D'AIDE DE CANAIRELIEF

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, j'ai une question relative aux propositions concernant les opérations de secours récemment étudiées par le gouvernement et à la promesse donnée récemment de prendre une décision avant Noël, à l'égard surtout de Canairelief. Comme c'est probablement le dernier jour où le ministre sera à la Chambre avant la fin de cette partie de la session, peut-il nous dire maintenant si le gouvernement a pris une décision et si celle-ci a été communiquée à Canairelief?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Pas encore, monsieur l'Orateur. Lorsqu'il était à Lagos, le représentant du premier ministre a proposé un plan que nous estimons plus efficace et qui aug-